

Le recul alarmant de la coopération environnementale internationale



Photo: Ina Fassbender Agence France-Presse «En janvier 2025, le président américain, Donald Trump, a annoncé le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris», rappellent les auteurs.

Justine Veilleux et Jean-Frédéric Morin

La première est étudiante à la maîtrise en études internationales à l'Université Laval ; le second est professeur de science politique à l'Université Laval.

Publié à 0h00 **Libre opinion**
Libre opinion

En janvier 2025, le président américain, Donald Trump (https://www.ledevoir.com/donald-trump?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), a annoncé le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris. Ce retrait marque un nouveau revers pour la coopération climatique internationale. Rappelons que les États-Unis avaient réintégré l'accord visant à lutter contre les changements

climatiques ([https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?](https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)

[utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte](https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) en 2021 sous le gouvernement Biden, après un premier retrait en 2017 sous la présidence Trump.

Si les revirements des politiques environnementales américaines captent l'attention, les États-Unis ne sont pas les seuls à se désengager de la coopération environnementale internationale. Certes, des avancées notables ont eu lieu, notamment avec la conclusion en 2023 de l'Accord sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la compétence nationale.

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Les dernières années ont été marquées par une tendance générale à la démobilisation des États à l'égard de la coopération environnementale internationale.

Ce désengagement se manifeste sur plusieurs fronts. Selon la base de données des accords environnementaux internationaux de l'Université Laval (<https://www.IEADB.com>), le nombre de nouveaux accords conclus entre 2020 et 2024 a chuté de 71 % par rapport à la période 2015-2019. La coopération multilatérale est particulièrement affectée : le nombre de nouveaux traités multilatéraux a diminué de 86 % entre ces deux périodes. Des accords comme celui sur la biodiversité marine font désormais figure d'exceptions dans un contexte où, depuis 2021, moins de dix nouveaux accords environnementaux internationaux sont signés chaque année. À titre comparatif, au début des années 2000, on enregistrait en moyenne entre 50 et 78 nouveaux traités environnementaux par an.

On aurait pu s'attendre à ce que la baisse du nombre de nouveaux accords soit compensée par une augmentation des amendements aux traités existants. En effet, il aurait semblé logique qu'avec le temps, les États privilégient des changements aux textes en vigueur plutôt que la conclusion de nouveaux accords. Or, ce n'est pas ce qui se produit.

Entre 2015 et 2024, le nombre d'amendements enregistrés a diminué de 34 % par rapport à la décennie précédente. Plus inquiétants encore, les retraits d'États se sont multipliés. Nous avons recensé pas moins de 37 retraits d'accords environnementaux pour la période 2020-2024, ce qui représente une hausse de 60 % par rapport aux périodes précédentes. La Sierra Leone et l'Érythrée se sont notamment retirées de l'Accord portant création de la commission des thons de l'océan Indien, visant la conservation des thons dans la région ainsi que le développement durable des pêches.

Pendant cette même période, l'Ukraine s'est retirée d'un accord de coopération et d'un protocole en matière de sécurité industrielle liée aux installations produisant des déchets dangereux. La Moldavie, quant à elle, a entamé le retrait de deux traités, l'un portant sur les situations d'urgence d'origine naturelle ou humaine et l'autre sur la coopération en matière de formation en radioécologie, en radioprotection, en radiobiologie et en sciences connexes.

Toutes ces tendances sont préoccupantes étant donné qu'elles surviennent dans un contexte où les effets des changements climatiques s'intensifient, où la perte de biodiversité s'accélère, où la déforestation se poursuit, où le taux de surpêche augmente et où la pollution atmosphérique continue de causer près de 7 millions de décès prématurés par an.

Que faut-il en conclure ? Il semble que la coopération par le biais des traités ne soit plus l'avenue privilégiée par les gouvernements pour répondre aux crises environnementales. On peut toutefois douter que le retrait de la coopération interétatique soit efficacement compensé par des initiatives privées ou des partenariats public-privé.

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part ? Soumettez votre texte à l'adresse opinion@ledevoir.com

(mailto:opinion@ledevoir.com?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte). Juste envie d'en lire plus? Abonnez-vous à notre Courrier des idées (https://www.ledevoir.com/infolettres?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).

Suggérés pour vous



Comment le budget Trump va-t-il influencer sur le climat?

(<https://www.ledevoir.com/environnement/897445/comment-budget-trump-va-il-affecter-climat>)

Plusieurs mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique prises par Joe Biden sont annulées.



Québec réduit légèrement ses ambitions pour la mise à jour de son plan vert

(<https://www.ledevoir.com/environnement/893239/quebec-reduit-legerement-ambitions-mise-jour-plan-vert>)

Des 10,1 milliards prévus jusqu'en 2025, 8 seront consacrés à la décarbonation et 1,3 serviront à l'adaptation.



(<https://www.ledevoir.com/monde/887317/extremement-trouver-un-accord-commercial-avec-la-chine-dit-trump>)
«Extrêmement dur de trouver un accord commercial avec la Chine, dit Trump

L'Europe salue de son côté la «bonne direction» que prennent les négociations avec les États-Unis.